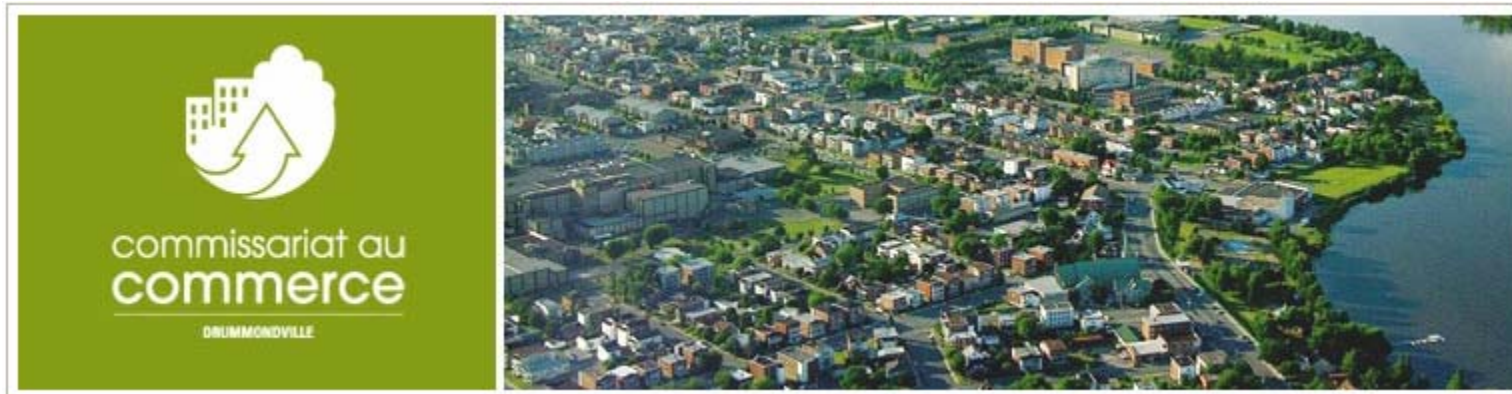
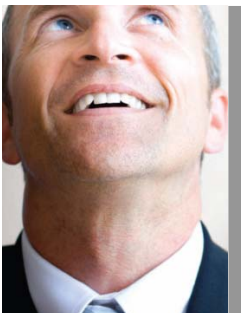


10 ans
ici pour vous!



Rapport annuel 2008



10 ans
ici pour vous!



Madame Francine Ruest Jutras
Mairesse, Ville de Drummondville
Présidente, Société de développement économique de Drummondville (C.L.D.)

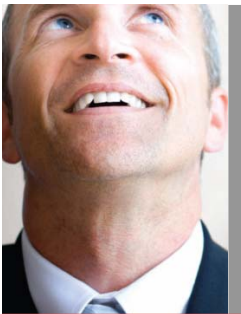
Madame la Mairesse,

Nous vous transmettons le rapport annuel de la Corporation Rues principales Drummondville (Commissariat au commerce) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2008. Selon les exigences de nos règlements généraux, vous trouverez également le rapport du vérificateur.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Conseil d'administration

Le président



Robert Pelletier

10 ans
ici pour vous !



La Corporation Rues principales Drummondville est un organisme sans but lucratif qui offre un processus, une méthodologie et de l'expertise professionnelle à la Ville de Drummondville, aux associations de gens d'affaires, aux promoteurs commerciaux et aux citoyens afin de promouvoir la conservation du patrimoine, le développement économique, la revitalisation et la mise en valeur du centre-ville, des quartiers traditionnels et des artères commerciales de Drummondville.

Mission

Les **actions** de la Corporation sont orientées principalement à deux niveaux :

L'accueil et la prospection d'entreprises commerciales. De concert avec la Ville de Drummondville, la Corporation met en place des outils susceptibles de favoriser la création d'entreprises et d'emplois dans les secteurs commerciaux;

L'amélioration de l'aspect physique des bâtiments, des artères commerciales et la création d'un cadre attrayant autour du patrimoine urbain.

Ses principaux **objectifs** sont:

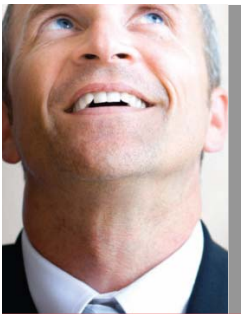
Se doter de stratégies et de plans d'actions de développement, de recrutement commercial et de promotion des lieux;

Planifier le développement commercial de la municipalité, effectuer des études et évaluer des dossiers ayant une incidence en matière de développement commercial;

Favoriser le renforcement des secteurs commerciaux par du recrutement commercial ciblé;

Poursuivre le processus de revitalisation du centre-ville et du quartier Saint-Joseph où les groupes d'intérêts du milieu sont représentés;

Améliorer l'aspect physique des bâtiments, des artères commerciales, des espaces publiques et créer un cadre attrayant autour du patrimoine urbain;



10 ans
ici pour vous!



Conseil
D'administration



Robert Pelletier
Président

Chambre de commerce et d'industrie,
Demers Pelletier Architectes



Jocelyn Gagne
Vice-président

Ville de Drummondville, Conseiller
municipal



Denis Jauron
Secrétaire

Ville de Drummondville, Service
d'urbanisme



Daniel Dupuis
Trésorier

Flordecò Dupuis décoration



Yvon Sévigny
Administrateur

Société d'histoire. Groupe Ivanhoé
Cambridge



Pierre Tremblay
Administrateur

SDC Quartier Saint-Joseph, Bijouterie
Lampron



Patrick Boissonneault
Administrateur

Résidant, Gestionnaire immobilier



Dave Morin
Administrateur

Ville de Drummondville, Buropro



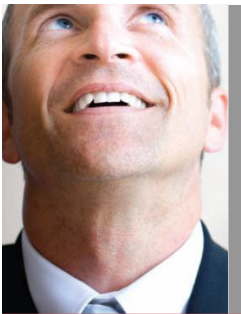
Andrée Charpentier
Administratrice

SDED (CLD), Place Charpentier



Daniel Lebel
Administrateur

Représentant des résidants,
Groupe maninge



10 ans
ici pour vous!



Personnel



Guy Drouin

Directeur général, commissaire
au commerce



François Beaulieu

Chargé de projet



Line Manseau

Conseillère en développement
commercial



Véronique Larose

Conseillère en urbanisme
commercial



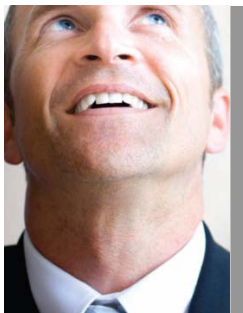
Carolyne Aubin

Conseillère en développement
commercial



Yanick Pétrin

Adjoint administratif



10 ans
ici pour vous !

Message du président
et du directeur général



Une fois de plus, la dernière année du Commissariat a été riche en émotions et en projets divers. En effet, dès les premiers jours de l'année 2008, l'équipe du Commissariat a été appelée à travailler au géo référencement sur Internet de sa base de donnée «ProfilCité» en collaboration avec l'Agence de géomatique du Centre-du-Québec, le Service de Géomatique de la Ville et Géoimages Solutions. Depuis décembre, cet outil performant est maintenant en ligne et donne les résultats escomptés.

En parallèle, nous avons aussi travaillé sur la Charte de développement commercial, c'est-à-dire la valorisation de la fonction commerciale à l'horizon 2014. Tous les travaux entourant la caractérisation commerciale sont maintenant complétés et 2009 sera l'année charnière où la refonte du Plan d'urbanisme de la Ville de Drummondville sera adopté et contribuera à optimiser l'utilisation des espaces commerciaux actuels et potentiels de notre territoire.

Dans le but de mieux répondre aux besoins des entrepreneurs, l'équipe du Commissariat en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie de Drummond via la Table commerce a procédé à l'élaboration d'un sondage de satisfaction pour le compte de la Chambre et a initié l'organisation d'un Colloque sur le commerce de détail en temps de crise. Ces exercices ont permis de mettre de l'avant des outils qui ciblent les réalités actuelles du marché et ainsi sensibiliser nos détaillants aux enjeux des entreprises du territoire et de répondre à leurs besoins et leurs préoccupations afin de favoriser leur croissance.

L'année 2008 aura certes été un moment charnière de son développement. En effet, dès 2009, nous aurons notre propre bâtiment au cœur du centre-ville, l'ancienne Banque Molson. La Ville de Drummondville nous ayant cédé ce bâtiment par bail emphytéotique pour les quinze prochaines années. Cela démontre toute la confiance de l'administration municipale envers notre organisme et nous en remercions le Conseil municipal. Nous avons planifié les travaux qui devraient se terminer en juin 2009. Le réaménagement de ce bâtiment, nous permettra sûrement une plus grande efficacité tout en préservant un de nos monuments historiques. Un grand merci à François Beaulieu, Chargé de projet, pour la coordination et la surveillance.

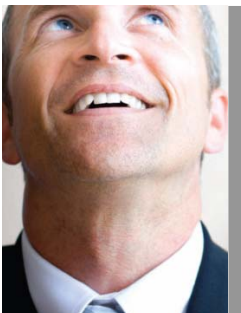
En 2008, le Commissariat a contribué à la venue de 19 entreprises sur le territoire de la municipalité. Ces entreprises ont généré des investissements de 3 525 397 \$, créant ainsi 144 nouveaux emplois, tout en maintenant cinq. Nous avons aussi supporté quatre entreprises déjà existantes pour des investissements totaux de 1 052 580 \$ qui ont permis de maintenir 30 emplois et d'en créer six nouveaux. Les investissements totaux pour 2008 auront été de 34 204 665 \$, pour la création nette de 567 emplois. Ce bilan prouve que nos efforts ne sont pas vains et que les services offerts par notre organisme se doivent d'être connus par le plus d'entrepreneurs possible. Mieux connaître notre milieu et bien le servir, voici l'engagement que nous prenons pour l'avenir de notre région.

De nombreux défis stimulants s'annoncent en 2009 et nous sommes confiants d'y arriver avec le support de l'équipe en place et l'appui de toute la communauté. Nous vous invitons donc à parcourir les pages de ce rapport pour en découvrir davantage sur les activités du Commissariat au cours de la dernière année.

Bonne lecture !

Robert Pelletier
président

Guy Drouin
directeur général



10 ans
ici pour vous!



Développement
économique

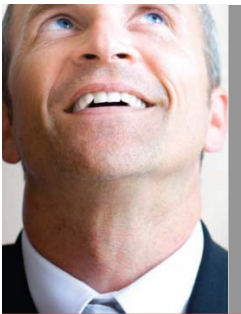
INVESTISSEMENTS: C'est l'apport de nouvelles constructions, de rénovations et d'agrandissements qui ont permis de couronner l'année avec plus de 34 M\$ d'investissements commerciaux, une moyenne d'investissements de 35,8 M\$ pour les six dernières années. Sans atteindre le succès de 2007 (42 M\$), les investissements 2008 se sont maintenus. C'est le secteur des Promenades qui a atteint cette année un sommet avec 11,8 M\$ d'investissements. La construction de nouveaux bâtiments commerciaux a permis l'installation de bannières de renom. Le secteur Lemire Ouest arrive second avec 4 M\$. Le centre-ville prend cependant un peu de recul avec l'an dernier avec près de 3 M\$ d'investissements.

DEVELOPPEMENT: L'expertise du Commissariat auprès des promoteurs est reconnue. Nous avons maintenu un soutien constant aux développeurs par des services de positionnement, d'études de marché, d'analyses de l'offre et de la demande, d'aide à la recherche de localisations stratégiques et d'appuis dans l'élaboration de plans d'affaires. Nous avons poursuivi notre accompagnement auprès de commerces en démarrage, mais également peaufiné notre aide auprès de commerces existants, en planifiant de nouvelles approches.

STATISTIQUES ÉCONOMIQUES: Globalement, l'année 2008 a été sous le signe du dynamisme et de la convergence. Les conseillères en développement commercial ont répondu à 200 demandes. Il s'agit d'un accroissement considérable comparativement à l'an dernier. Malgré cela, les fermetures de commerces s'élèvent à 51, les ouvertures à 83, la création d'emplois à 919 et les pertes d'emplois à 352, pour un gain net de 567 emplois cette année. Comme autre indicateur positif pour 2008, il faut saluer l'amélioration par quelques centièmes de moins du taux de vacance de locaux commerciaux clôturant à 5,5 %.

PROSPECTION ET RECRUTEMENT COMMERCIAL: Le Commissariat au commerce a maintenu et mis à jour sa planification stratégique du recrutement commercial pour certains secteurs dont le centre-ville et ceux près de l'autoroute 20. Le plan de recrutement a permis d'organiser des visites de prospection dans des commerces ciblés dans les villes voisines. Les centres-villes de Trois-Rivières, Victoriaville, Sherbrooke et Granby ont retenu l'attention en 2008. Plusieurs actions de prospection et de recrutement ont été entreprises auprès de commerces spécialisés. L'expansion commerciale est généralement une démarche à long terme. Les nombreux contacts effectués en 2008 ont donné naissance à des projets de développement prometteurs. La confiance des promoteurs envers le Commissariat est en hausse d'année en année. Notre expertise ainsi que nos services et outils novateurs ont assuré l'accompagnement de développeurs pour réaliser des études de marché sur notre territoire. Plus de 25 entrepreneurs ont eu recours à nos services en 2008.

CHARTRE DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL: Lors d'une consultation publique tenue en février et mars, plus d'une cinquantaine de participants et d'intervenants du milieu ont partagé opinions et réflexions sur les thèmes majeurs du développement commercial à Drummondville. Par la suite, le document final de la Charte de développement commercial a été adopté par le conseil d'administration du Commissariat au commerce. C'est finalement au terme d'une présentation que les élus municipaux ont adopté le 17 novembre 2008 la Charte. En bref, la Charte décline et précise, en matière de développement commercial, les objectifs et principes généraux de développement à être inclus dans le Plan d'urbanisme. L'élaboration de cette Charte de développement commercial, unique au Québec, ne fut possible qu'avec l'aide précieuse de nombreux collaborateurs. Le Commissariat au commerce est à planifier le lancement officiel de la Charte pour le printemps 2009.



10 ans
ici pour vous!

Développement
économique



SONDAGE DE PROVENANCE POUR LE SECTEUR BOULEVARD LEMIRE: Un sondage a été réalisé durant la saison estivale afin de connaître le profil, le comportement d'achat ainsi que les perceptions des personnes circulant dans le secteur commercial du boulevard Lemire.

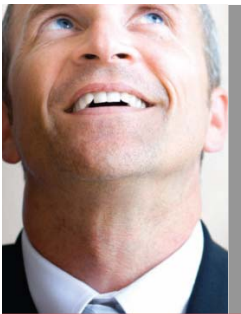
COLLABORATION ET PARTENARIAT: La participation de l'équipe du Commissariat au comité inter-municipalités s'est poursuivie en 2008. Ce groupe d'experts de la fonction commerciale s'est encore bonifié de nouvelles villes dont Rimouski, Granby, St-Lambert et Theford Mines. La **Veille commerciale**, qui permet de suivre l'actualité commerciale à chaque semaine, est réalisée en partenariat avec les membres du comité et coordonnée par le Commissariat. La Veille commerciale est envoyée à plus de 200 intervenants par courriel chaque semaine.

En collaboration avec Emploi Québec et la CCID, le Commissariat a organisé une formation sur l'aménagement de vitrines commerciales. 15 entreprises ont participé à la formation. Autre réalisation de ce partenariat en 2008 a été le sondage téléphonique « **Enquête auprès des entreprises de commerce de détail de la MRC Drummond** » demandé par la CCID et mené par le Commissariat en collaboration avec la Commission scolaire des Chênes. Cette étude visait deux objectifs : connaître les besoins des commerçants face aux services offerts par la CCID et connaître la situation des commerces de détail à Drummondville.

Le Commissariat a collaboré, encore cette année, avec la Commission scolaire des Chênes en l'aidant dans la recherche de commerces pour effectuer des stages d'étudiants en D.E.P. Vente-conseil. L'organisation a, par ses actions, propagé la connaissance de nouvelle main d'œuvre qualifiée. Comme nouveaux partenaires, l'organisation s'est associée à la Corporation de développement communautaire pour diffuser le projet : « Je vis, j'agis, je donne ... à Drummond ». La Sûreté du Québec et le Commissariat au commerce ont associé leurs forces pour ainsi alerter les gens d'affaires de Drummondville sur les cas de fraudes, de vols, ou autres délits. De plus, à la demande de la Sûreté du Québec, nous diffusons « l'Alerte Fraude ».

GESTION DES STATIONNEMENTS TRANFÉRÉE: La gestion des vignettes de stationnements pour travailleurs a, pour une dernière année, été effectuée par le Service des communications en collaboration avec le Commissariat au commerce. Le bilan 2008 montre encore l'insuffisance d'espaces de stationnements dans le secteur du bas centre-ville pour desservir la demande. La gestion des stationnements sera assumée dès 2009 par le Service au public exclusivement. Lors de la transition en décembre 2008, le Commissariat a offert un soutien au nouveau responsable.

STAGES: Dès janvier 2008, le Commissariat au commerce a accueilli un stagiaire en gestion de commerce du Collège de l'Estrie pour 10 semaines. À l'été 2008, cette ressource a par la suite été engagée par le Commissariat au commerce à titre d'adjoint administratif. Notre partenariat de longue date avec l'Institut Universitaire technologique (IUT) a permis de recevoir au printemps 2008 un binôme de stagiaires. À l'automne 2008, une étudiante en sciences de la consommation de l'université de Laval s'est jointe à notre équipe pour un mandat de 5 semaines.



10 ans
ici pour vous!



Organisation

PLAN DE COMMUNICATION: À la suite de la planification annuelle, un plan de communication a été réalisé et mis en oeuvre à partir de l'automne 2008. Ce plan vise principalement à hausser la notoriété du Commissariat au commerce auprès des entreprises existantes, de ses partenaires ainsi qu'auprès des services municipaux. De plus, le dépliant corporatif a été refait et le Commissariat a acquis des paraposts pour la représentation de l'organisme lors d'activités (congrès, salons, etc.).

COMMUNICATION: En 2008, le directeur général a effectué différentes représentations auprès des acteurs du développement économique de différentes municipalités du Québec pour la vente du logiciel ProfilCité et pour faire la promotion de la structure du Commissariat qui intéresse plusieurs villes à travers le Québec. Voici les principales villes ayant manifesté leur intérêt en 2008 : Thetford Mines, Sainte-Agathe-des Monts, Sainte-Anne-de-Bellevue, St-Nicolas (Lévis), Rimouski, Saint-Lambert, Repentigny, Rimouski.

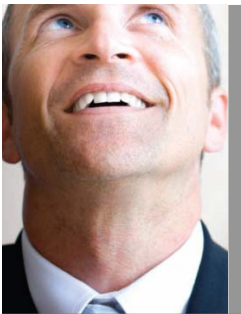
COMITÉ DE SUIVI SDC: Le Commissariat au commerce, à la demande du MDEIE, a participé à plusieurs rencontres qui, sous l'égide de la Fondation Rues principales, mandatée par le MDEIE, vise à regrouper des organismes en développement commercial et les SDC afin de revoir les lois régissant celles-ci.

COMITÉ PIÉTON: Un comité a été mis en place à l'automne 2008 afin de sensibiliser la population au respect des règles s'appliquant aux passages piétonniers. Des recherches sur les passages piétonniers ont été effectuées afin de faire le constat de la problématique actuelle. Cela nous aura permis de réaliser un plan d'action, de sensibilisation et de communication. Au cours de l'été 2008, des feuillets d'information ont été remis aux commerçants et passants. Les passages piétonniers au centre-ville ont été retracés pour une meilleure visibilité. Les policiers devaient inviter les piétons à traverser aux intersections et aux passages qui leur étaient réservés, mais la Sûreté du Québec nous a fait faux bond. La campagne de sensibilisation souhaitée ne s'est pas réalisée en raison également du manque de budget. Le projet est reporté pour l'été 2009, toutefois, une participation active des policiers sera impérative pour la réalisation de ce projet.

CONGRÈS, COLLOQUES ET SALONS : Présence au 15e congrès du commerce de détail du CQCD, au colloque de la Fondation Rues principales, à la rencontre du Réseau Rues principales et au Salon de l'entrepreneuriat au féminin à Drummondville et à Victoriaville.

CONFÉRENCES DE PRESSE, COMMUNIQUÉS ET BULLETINS D'INFORMATION: Nous avons organisé trois conférences de presse notamment pour les investissements commerciaux 2007, le sondage auprès des consommateurs et pour le déploiement d'Internet sans fil. Plus de 15 communiqués ont été livrés pour un ensemble de sujets touchant nos mandats. Nous avons produit quatre Info-commerce. Dans le but d'informer les différents départements de la Ville des actions du Commissariat, une publicité a été diffusée par courriel sur ses expertises et les projets réalisés au cours des dernières années. À l'automne, nous avons débuté la publication de rubriques d'urbanisme dans le bulletin municipal. Trois sont parues en 2008 et plus d'une dizaine de rubriques sont à paraître en 2009.

TECHNOLOGIE: Dans le domaine technologique, nous avons poursuivi l'entretien des sites de la Ville de Drummondville, de la SDC Quartier Saint-Joseph et du Commissariat. Nous avons aussi développé une expertise dans l'analyse commerciale grâce notamment à la représentation des données avec Map Info et Geovision. De plus, nous avons débuté la mise en place d'une application de géoréférencement (Mapserver) via Internet. L'implantation est prévue à hiver 2009.



10 ans
ici pour vous!

Organisation



STATISTIQUES: Le Commissariat au commerce a continué à livrer des rapports statistiques sur la ville à l'aide du recensement de 2006 de Statistiques Canada. Il y a eu 39 demandes de renseignements au cours de l'année. Les analyses produites ont aussi servi à décrire la situation démographique et économique de Drummondville tout en faisant ressortir les particularités de celle-ci.

SDC QUARTIER SAINT-JOSEPH: La SDC a confié pour une 11^e année au Commissariat le mandat de gestion de la SDC. Nous avons organisé pour la SDC trois activités de promotion: la fête des Mères, la Fête de quartier et une activité de Noël. Les membres ont participé en grand nombre (24) au concours de la fête des Mères en donnant des certificats-cadeaux pour une valeur de 1200 \$. Depuis 9 ans, la SDC organise la Fête du quartier Saint-Joseph. Malheureusement la Fête a été annulée pour cause de prévisions de mauvais temps. Pour une première édition, nous avons organisé le concours « La Féerie de Noël du quartier Saint-Joseph » avec la coordonnatrice du Comité des citoyens, Marie-Ève Lavoie. Trois prix ont été décernés. Le dévoilement a été fait par la mairesse, Mme Francine Ruest Jutras, en compagnie de M. Alain Martel, conseiller municipal. Les gagnants se sont mérités des cadeaux provenant des entreprises du quartier.

Développement commercial: 11 nouvelles entreprises se sont implantées en 2008, pour 8 entreprises fermées ou déménagées. Le nombre de membres de la SDC s'élève à 53 et il y a 11 locaux vacants dans le quartier.

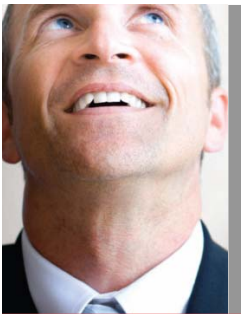
Promotion et embellissement: Pour la saison estivale la SDC, en collaboration avec la Ville de Drummondville, a procédé à l'installation de corbeilles à fleurs et de bannières. Nous souhaitons embellir le quartier, tout en faisant connaître le nouveau slogan « *Saint-Joseph, pour le plaisir d'y vivre et d'y travailler* » pour ainsi favoriser le sentiment d'appartenance des citoyens du quartier.

Modification zonage: Afin de permettre l'installation de nouveaux types de commerces pour améliorer la diversité commerciale et l'achalandage dans le secteur, la SDC a appuyé la requête de changement d'usage commerciale présentée par le Commissariat. La modification de zonage répond ainsi aux objectifs du plan de revitalisation du quartier. Les nouveaux types de commerces autorisés sont, par exemple, les restaurants, les bars laitiers, les brasseries, les bistros, les cafés, les gîtes du passant et les cinémas. Afin de restreindre le nombre de friperie dans le quartier, le Commissariat a formulé une demande à la Ville visant à modifier le règlement de zonage. Suite au règlement adopté, le nombre de friperies et de brocantes présentes dans le quartier est maintenant contingenté.

Relations de presse: La SDC a organisé deux conférences de presse pour le projet de bannières et corbeilles ainsi que pour la Fête de quartier. 6 communiqués de presse ont été rédigés.

Le CONTACT: La SDC a diffusé trois éditions du CONTACT, une nouvelle forme du journal a été élaborée à l'automne 2008. Le CONTACT est distribué aux membres et est transmis par courriel aux organismes du quartier. Nous soulignons notamment les activités à venir et l'arrivée des nouveaux commerces.

Site Internet de la SDC: Le site Internet de la SDC est mis à jour régulièrement par le Commissariat au commerce, activités à venir, communiqué de presse et nouveaux projets s'y retrouvent.



10 ans
ici pour vous !

Interventions physiques



PROGRAMME DE RÉNOVATION: Nous avons continué notre collaboration dans l'application du programme de subvention à la rénovation. Le programme a été préparé en collaboration avec le Service d'urbanisme de la Ville. *Dans le cadre de ce programme, une centaine de propriétaires ont été rencontrés, ce qui engendra des travaux sur environ une quarantaine de bâtiments.*

CCU: Nous avons poursuivi nos recommandations au Comité consultatif d'urbanisme pour les PIIA en analysant les dossiers des secteurs patrimoniaux et commerciaux. Notre expertise a servi à appuyer le Service d'urbanisme en ce qui touche la sauvegarde du patrimoine.

ÉTUDE D'URBANISME COMMERCIALE RUE SAINT-PIERRE : Nous avons actualisé l'étude qui avait été réalisée en 2000. L'objectif principal étant d'éviter les effets destructurants au niveau commercial, tout en s'adaptant aux besoins et attentes de la population. L'analyse a servi à cerner les enjeux commerciaux de la rue Saint-Pierre. Trois scénarios de plan d'aménagement ont été élaborés afin de répondre aux objectifs du Conseil concernant cette entrée de ville.

ANALYSE DES STATIONNEMENTS PUBLICS : Une étude a été réalisée au cours du printemps 2008 afin d'évaluer s'il existe un manque de stationnements au centre-ville et s'il faut investir dans la création d'un stationnement souterrain ou étagé. L'étude doit être complétée.

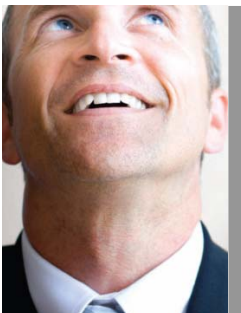
REFONTE DU PLAN D'URBANISME: Le Commissariat a fourni à la firme mandatée par le Conseil des documents et études pour leur analyse du Plan d'urbanisme. Nous avons eu à nous prononcer sur la section commerciale de la version préliminaire et nous aurons la possibilité de donner nos commentaires sur la version finale.

PRIX MITCHELL: Après 14 ans, ce prix qui fait la promotion du patrimoine en soulignant les interventions de qualité et la conservation du bâti, aura permis de reconnaître le travail effectué par certains Drummondvillois. Nous avons donc participé, conjointement avec le Service d'urbanisme, à l'élaboration des dossiers de candidatures, à leur analyse, à l'organisation des rencontres et à la remise des prix.

INVENTAIRE PATRIMONIAL: Notre expertise a été sollicitée pour la réalisation d'un inventaire patrimonial du territoire de la MRC Drummond. Une tournée sur l'ensemble du territoire, une mise à niveau du logiciel Histo, servant à compiler les données et un transfert de connaissance au niveau de la prise d'inventaire aura permis d'amorcer le travail qui sera complété en 2009.

ENSEIGNES DIRECTIONNELLES: La phase 2 a été réalisée en 2008. Elle comprenait 14 panneaux se situant sur le boulevard Jean-de-Brébeuf, Saint-Joseph et Foucault ainsi que sur les rues Montplaisir, Hébert et la route 122. Jusqu'ici, 25 panneaux ont été installés aux entrées de ville, à différents carrefours ciblés et le long d'artères principales.

PLACE SAINT-FRÉDÉRIC: La deuxième phase a été complétée à l'été 2008. Celle-ci comprenait le réaménagement de la place centrale. La troisième phase sera réalisée en 2009 afin d'améliorer les infrastructures du parc. Elle comprendra l'ajout d'un bâtiment.



10 ans
ici pour vous!



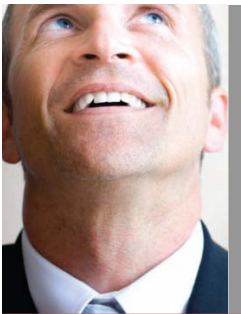
Rapport du vérificateur

Aux administrateurs de
CORPORATION RUES PRINCIPALES DRUMMONDVILLE

J'ai vérifié le bilan de la CORPORATION RUES PRINCIPALES DRUMMONDVILLE au 31 décembre 2008 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2008 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



*Drummondville
Le 16 mars 2009*

*ANDRÉ GODBOUT
CA auditeur*

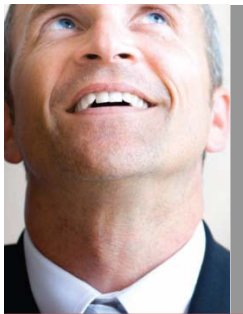
10 ans
ici pour vous!



Rapport du vérificateur

RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

Produits	2008	2007
Ville de Drummondville	298 000 \$	270 500 \$
Société de développement économique Drummond (CLD)	20 000 \$	34 640 \$
Développement économique	13 400 \$	-
Emploi et immigration	5 875 \$	2 190 \$
Inventaire architectural	1 750 \$	-
SDC Quartier Saint-Joseph	9 500 \$	9 500 \$
Gestion assurances collectives	71 608 \$	-
Autres revenus	14 483 \$	9 784 \$
	<u>428 741 \$</u>	<u>326 614 \$</u>
Charges		
Assurances	1 288 \$	1 280 \$
Salaires et charges sociales	291 651 \$	249 811 \$
Communications	1 656 \$	7 641 \$
Cotisations et affiliations	446 \$	1 189 \$
Entretien et réparation équipement	856 \$	765 \$
Fournitures de bureau	3 423 \$	3 476 \$
Frais bancaires et intérêts	4 163 \$	302 \$
Formation	3 127 \$	1 522 \$
Frais de représentation et de déplacement	11 658 \$	8 730 \$
Papeterie et frais de bureau	1 334 \$	2 231 \$
Projets spéciaux (colloque, développement économique)	18 622 \$	16 147 \$
Publicité et promotion	2 797 \$	321 \$
Services comptables	3 196 \$	1 605 \$
Services professionnels	14 411 \$	6 258 \$
Administration assurances collectives	70 307 \$	-
Amortissement des immobilisations corporelles	17 318 \$	18 317 \$
	<u>446 100 \$</u>	<u>320 630 \$</u>
Excédant (Insuffisance) des produits par rapport aux charges charges	(17 359) \$	5 984 \$



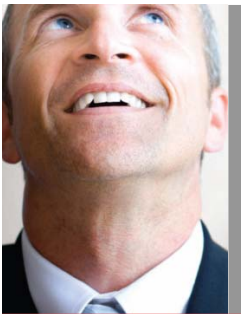
10 ans
ici pour vous!



ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

Rapport du vérificateur

	Investis en Immobi- lisations corporelles	Non Affectés	2008 Total	2007 Total
Solde au début	57 268 \$	7 325 \$	64 503 \$	58 519 \$
Excédant (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(17 318) \$	(41) \$	(17 359) \$	5 984 \$
Investissement en immobilisation	5 336 \$	(5 336) \$	-	-
SOLDE À LA FIN	<u>45 286 \$</u>	<u>1 858 \$</u>	<u>47 144 \$</u>	<u>64 503 \$</u>



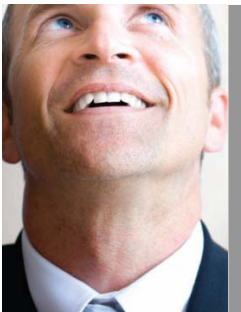
10 ans
ici pour vous!



Rapport du vérificateur

BILAN
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

	2008	2007
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	- \$	27 415 \$
Débiteurs (note 3)	42 263 \$	10 991 \$
Frais payées d'avance	3 272 \$	323 \$
	<u>45 535 \$</u>	<u>95 998 \$</u>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)	<u>170 286 \$</u>	<u>57 269 \$</u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Découvert bancaire	3 874 \$	- \$
Créditeurs (note 6)	<u>39 803 \$</u>	<u>31 495 \$</u>
	-	-
	<u>43 677 \$</u>	<u>31 495 \$</u>
Dettes à long terme (note 7)	<u>125 000 \$</u>	-
	<u>168 677 \$</u>	<u>31 495 \$</u>
ACTIFS NETS		
Investis en immobilisation	45 286 \$	57 268 \$
Non affectés	1 858 \$	7 235 \$
	<u>47 144 \$</u>	<u>64 503 \$</u>
	<u>215 821 \$</u>	<u>95 998 \$</u>



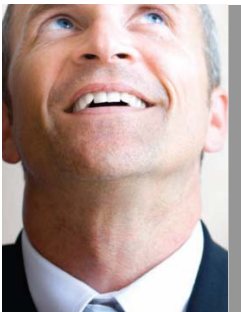
10 ans
ici pour vous!



Rapport du vérificateur

FLUX DE TRÉSORIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

	2008	2007
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (note 8)		
Excédant (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(17 359) \$	5 984 \$
Élément n'affectant pas la trésorerie:		8 542 \$
Amortissements des immobilisations corporelles	<u>17 318 \$</u>	<u>2 050 \$</u>
	(41) \$	24 301 \$
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 8)	<u>(25 913) \$</u>	<u>1 770 \$</u>
	<u>(25 954) \$</u>	<u>26 071 \$</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(130 335) \$	(25 450) \$
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts à long terme	<u>125 000 \$</u>	<u>(25 450) \$</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE	(31 289) \$	621 \$
Encaisse au début	<u>27 415 \$</u>	<u>26 794 \$</u>
Encaisse (découvert bancaire) à la fin	<u>(3 874) \$</u>	<u>27 415 \$</u>



10 ans
ici pour vous!



Rapport du vérificateur

NOTES COMPLÉMENTAIRES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme sans but lucratif est constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, et est un organisme exempt d'impôt au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'organisme a pour but de faire des études et des recommandations quant au développement, à la gestion et à l'administration des artères commerciales de Drummondville ainsi que planifier, préparer et organiser des activités afin de promouvoir le développement de ces artères.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisations d'estimations

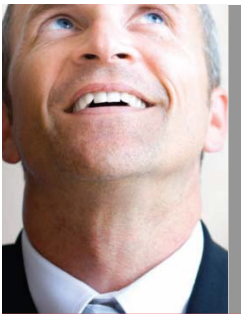
Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Apports reçus sous formes de services

En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.



10 ans
ici pour vous!



Rapport du vérificateur

NOTES COMPLÉMENTAIRES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et ne sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire et aux taux indiqués ci-dessous:

	Périodes
Immeuble	40 ans
Équipement	10 ans
Site Internet	2 ans

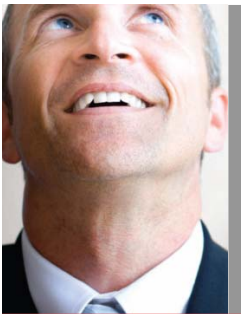
Normes comptables qui ne sont pas encore adoptées

En septembre 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») a modifié le chapitre 4400 « Présentation des états financiers des organismes sans but lucratif » afin:

- d'éliminer l'obligation de traiter les actifs nets investis en immobilisations comme une composante distincte des actifs nets et plutôt de laisser aux organismes sans but lucratif la possibilité de présenter ce montant comme une catégorie d'actif net grevé d'une affectation d'origine interne;
- de préciser que le montant des produits et des charges à comptabiliser et à présenter est le montant brut lorsque l'organisme sans but lucratif agit pour son propre compte dans l'opération en cause;
- De rendre le chapitre 1540, état des flux de trésorerie, applicable aux organismes sans but lucratif;

Également, l'ICCA a publié la nouvelle norme comptable suivante: le chapitre 4470 « Ventilation des charges des organismes sans but lucratif – informations à fournir ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur les informations à fournir par les organismes sans but lucratif qui choisissent de classer leurs charges par fonction et qui ventilent les charges entre les différentes fonctions auxquelles elles se rattachent. Les principales caractéristiques du nouveau chapitre sont les suivantes:

- L'obligation, pour une entité qui impute ses frais d'appel à la générosité publique et ses charges de fonctionnement général à d'autres fonctions, d'indiquer les méthodes comptables adoptées aux fins de la ventilation des charges entre les fonctions, la nature des charges ainsi ventilées ainsi que la clé de répartition qui a été utilisée;
- L'obligation pour l'entité d'indiquer les montants ventilés à partir des frais d'appel à la générosité publique et des charges de fonctionnement général, respectivement, ainsi que les montants et les fonctions auxquels ils ont été imputés.



10 ans
ici pour vous!



Rapport du vérificateur

NOTES COMPLÉMENTAIRES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Normes comptables qui sont reportées

Le 15 octobre 2008, l'ICCA a décidé que les organismes sans but lucratif peuvent choisir de reporter l'adoption des chapitres 3862 «Instruments financiers - informations à fournir», et 3863, «Instruments financiers - présentation», de sorte que ceux-ci s'appliquent aux états financiers, aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008, et de continuer à appliquer le chapitre 3861 «Instruments financiers - informations à fournir et présentation» entre-temps.

Normes générales de présentation de l'information financière

L'ICCA a modifié le chapitre 1400 du Manuel de l'ICCA, intitulé «Normes générales de présentation des états financiers», en ajoutant l'exigence suivante, à savoir que la direction doit évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation lors de l'établissement des états financiers. Ces modifications, y compris les exigences connexes en matière d'informations à fournir, sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et n'ont pas eu d'incidence sur nos états financiers.

3. DÉBITEURS

Clients

Taxe de vente et taxe sur les produits et services

Autres

2008

2007

25 688 \$

4 719 \$

16 575 \$

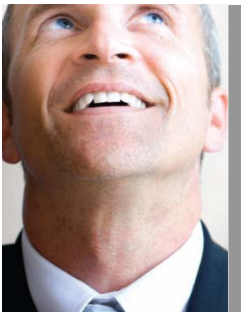
6 159 \$

- \$

113 \$

42 263 \$

10 991 \$



10 ans
ici pour vous!



Rapport du vérificateur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

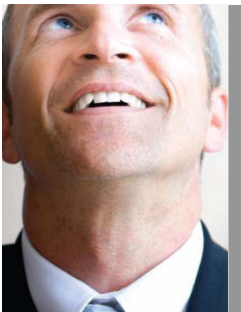
	2008		2007
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Immeuble	127 270 \$	- \$	127 270 \$
Équipement	63 031 \$	20 254 \$	42 777 \$
Mobilier de bureau	13 221 \$	13 221 \$	- \$
Site Internet	5 826 \$	5 587 \$	239 \$
Logiciel	<u>13 839 \$</u>	<u>13 839 \$</u>	<u>- \$</u>
	<u>223 187 \$</u>	<u>52 901 \$</u>	<u>170 286 \$</u>
			<u>57 269 \$</u>

5. EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 000 \$, au taux préférentiel majoré de 3 %, garantie par les subventions à recevoir. La marge était inutilisée au 21 décembre 2008. La marge est renouvelable annuellement.

6. CRÉDITEURS

	2008	2007
Fournisseurs et frais courus	10 488 \$	7 504 \$
Salaires et vacances	20 229 \$	17 524 \$
Retenues à la source et charges sociales	<u>9 086 \$</u>	<u>6 467 \$</u>
	<u>39 803 \$</u>	<u>31 495 \$</u>



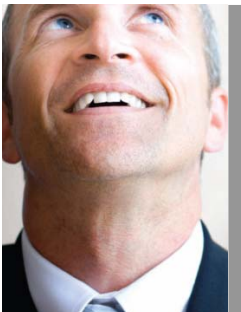
10 ans
ici pour vous!



Rapport du vérificateur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	2008	2007
7. DETTE À LONG TERME		
Emprunt hypothécaire d'un montant autorisé de 757 000 \$, portant intérêt au taux de base majoré de 0,5 %, échéant en décembre 2010, garanti par la ville de Drummondville	<u>125 000 \$</u>	- \$
8. FLUX DE TRÉSORERIE		
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	2008	2007
Débiteurs	(31 272) \$	(7 726) \$
Frais payés d'avance	(2 949) \$	493 \$
Créditeurs	8 308 \$	8 503 \$
	<u>(25 913) \$</u>	<u>1 270 \$</u>
9. INSTRUMENTS FINANCIERS		
Intérêts versés	- \$	146 \$
Risque de crédit		
L'organisme n'est pas exposé à un risque important à l'égard d'un client et d'un particulier ou d'une quelconque contre partie. La majorité des comptes clients proviennent d'institutions gouvernementales.		



10 ans
ici pour vous !



NOTES COMPLÉMENTAIRES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

9. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

L'organisme n'est pas exposé à un risque important à l'égard d'un client et d'un particulier ou d'une quelconque contrepartie. La majorité des comptes clients proviennent d'institutions gouvernementales.

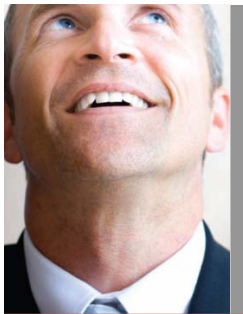
Risque de taux d'intérêt

L'organisme utilise une marge de crédit et a un emprunt comportant un taux d'intérêt variable. Conséquemment, il encourt un risque de taux d'intérêt en fonction de la fluctuation du taux d'intérêt préférentiel. Cependant, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats et la situation financière de l'organisme.

Juste valeur

Les valeurs comptables des débiteurs, du découvert bancaire et des créditeurs sont comparables à leurs justes valeurs en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêt offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables.



Rapport du vérificateur

10 ans
ici pour vous!



Données économiques

Investissements Drummondville

Investissements bâtiments:	17 926 520 \$
Investissements commerciaux:	16 250 645 \$
Investissement global:	34 177 165 \$

Investissements quartier Saint-Joseph

Investissements bâtiments:	131 900 \$
Investissements commerciaux:	39 000 \$
Investissement global:	170 900 \$

Nombre d'employés commerces et services

MRC	29 731
Drummondville:	21 328
Centre-ville:	3 932
Quartier Saint-Joseph	503

Locaux commerciaux Drummondville

Locaux:	2 578
Locaux vacants:	138
Taux de vacances:	5,35 %

Locaux commerciaux centre-ville

Locaux:	558
Locaux vacants:	57
Taux de vacances:	10,22 %

Investissements centre-ville

Investissements bâtiments:	1 717 365 \$
Investissements commerciaux:	1 274 595 \$
Investissement global:	2 991 960 \$

Investissements secteur Promenade

Investissements bâtiments:	7 860 650 \$
Investissements commerciaux:	3 981 500 \$
Investissement global:	11 842 150 \$

Création/perte emplois Drummondville

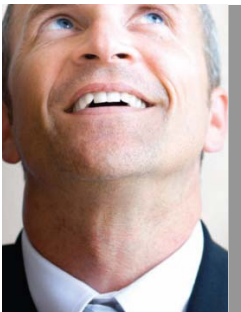
Création:	919
Pertes:	352
Total:	567

Locaux commerciaux MRC

Locaux:	3275
Locaux vacants:	144
Taux de vacances:	4,40 %

Locaux commerciaux quartier Saint-Joseph

Locaux:	118
Locaux vacants:	12
Taux de vacances:	10,17 %



10 ans
ici pour vous!



Données économiques

INVESTISSEMENTS DE PLUS DE 250 000 \$

Brick	1 826 000 \$	Commissariat au commerce	675 765 \$
CVTECH Groupe Inc	1 758 000 \$	Dépanneur Couche-tard	913 000 \$
Fastenal Canada	300 000 \$	Future Shop	7 497 000 \$
Imprimerie M.S. Enr.	708 000 \$	Jugo Juice Jus	285 000 \$
Les Pétroles Therrien Inc	850 000 \$	Métro	1 250 000 \$
Motel Drummond	1 400 000 \$	Outillage Leitz	250 000 \$
Restaurant du Boulevard	360 000 \$	Restaurant McDonald's	825 000 \$
Revêtements Louyse Inc.	480 000 \$	Rôtisserie du boulevard	1 100 000 \$
Shell Canada	910 000 \$	Sherwin-William Canada	612 000 \$
Spa Santé Urbain Bioterra	377 360 \$	Taxi Central	400 000 \$

